

## **De la pratique à la science : renouveler les récits sur les femmes en Haïti**

*Première Conférence internationale et interdisciplinaire*

*haïtienne de recherche sur le genre*

Port-au-Prince, 28-29 avril 2016

### **Appel à communications**

Comité organisateur : Darline Alexis (Université Quisqueya), Denyse Côté (Université du Québec en Outaouais), Sabine Lamour (Université Paris VIII et Université d'État d'Haïti)

Profondément marquée par les intérêts géostratégiques de puissances mondiales, Haïti fait encore aujourd'hui l'objet de récits divergents qui ont en commun leur androcentrisme avéré. Toujours actives avant et pendant la période coloniale, lors de la Révolution et, suite à celle-ci, les femmes haïtiennes ont en effet souvent été reléguées au silence (Trouillot 2001 ; Manigat, 2001 ; Chancy 1997), et au stéréotypage misérabiliste ou encore de type *poto mitan, madan sara*. Or le mouvement féministe haïtien a généré depuis le siècle dernier un contre-discours, des mobilisations, des interventions et des recherches sur les femmes haïtiennes (Magloire et al., 2005 ; Manigat, 2002 ; Merlet, 2002 ; Charles 1995, Sylvain-Bouchereau 1957 ; LFAS, 1954). La pensée, la recherche et les actions féministes ne sont donc pas nouvelles en Haïti. Elles ont permis la mise en place d'un Ministère à la condition féminine, qui, à son tour, a généré des réformes et des politiques publiques (Haïti 2014, 2011). Les recherches et analyses portant sur l'égalité femmes-hommes ont été nombreuses, avant et après le séisme de 2010 (Joachim, 2012; Neptune-Anglade, 1986). De plus, les forces militaires présentes suite au séisme, les institutions et organisations non-gouvernementales internationales ont adopté une approche genre, conduit des enquêtes, proposé des formations et intervenu auprès des femmes, méconnaissant trop souvent cependant l'histoire, la culture et les dynamiques proprement haïtiennes. Elles ont produit des analyses centrées sur les normes internationales, focalisées sur leurs mandats propres ou encore sur certains aspects particuliers de la réalité des femmes haïtiennes : taux d'analphabétisme ou d'extrême pauvreté, faiblesse des institutions nationales ou santé génésique par exemple.

Cette Conférence universitaire en sol haïtien aura pour but la mise en valeur des recherches sur le genre et sur les femmes issues tant du mouvement féministe, des dispositifs internationaux, que des ministères et des universités. Il s'agira de réfléchir à partir de paradigmes ancrés dans la réalité haïtienne tout en s'inspirant des traditions intellectuelles qui l'ont marquée : la culture créole, la tradition francophone et, secondairement, les traditions anglophone, hispanophone ou lusophone et panafricaine. Nous invitons à cet effet des propositions issues de la Caraïbe, là où les *Études sur le genre et les Études féministes* sont émergentes ou encore là où elles sont déjà ancrées (Reddock 2004; Barriteau, 2015, 2001). Ceci afin entre autres de cerner les particularités ainsi que les convergences propres à chaque île et à chaque trajectoire de colonisation. Nous invitons par la même occasion les chercheur/es issu/es d'autres régions du globe, ayant le français en partage, dont les travaux théoriques ou empiriques pourront alimenter cette réflexion.

Les disciplines et les sujets abordés pourront être variés. Se posera d'entrée de jeu la question de la définition même du champ : s'agit-il d'*études sur le genre* ou d'*études féministes*? Doit-on plutôt adopter la définition française de *rapports sociaux de sexes*? Cette question marque encore aujourd'hui la recherche aussi bien que le débat politique (nature toujours controversée du féminisme, débat sur les *théories du genre* en France, par

exemple). Une attention particulière sera portée aux débats, tensions et convergences issus des rapports femmes-hommes dans l'espace public haïtien et caribéen.

Le genre rend compte, certes, d'un ensemble de phénomènes sociaux, historiques, politiques, économiques et psychologiques associés à l'appartenance, ou non, des êtres humains à l'un ou à l'autre sexe ainsi que de l'ensemble des conséquences engendrées, dont l'inégalité entre les hommes et les femmes (Löw, 2006, Young, 2005). Il permet de prendre en compte différentes déclinaisons des identités et performativités du genre (Butler, 2005), mais on pourrait postuler que son utilité comme outil d'analyse serait amoindri parce que devenu stéréotypé, apolitique et intemporel. La complexité des rapports hommes-femmes, leur nature politique ne seraient-elles pas mieux traduites par le concept de *rapports sociaux de sexes* ou de *féminisme*? Qu'elle qu'en soit la dénomination cependant, ce domaine d'études reste traversé par une interrogation permanente sur la domination masculine (Bourdieu, 1998) hétérosexuelle, (Wittig, 2007) ainsi que sur la capacité d'action des femmes et des minorités. On y retrouve une tension permanente entre une vision pessimiste soulignant le poids des structures et des héritages, voire l'universalité d'une « valence différenciée des sexes » (Héritier, 1996) et une vision plus optimiste soulignant les actions et stratégies de résistance et de contestation.

Aux binarités issues des années 1970 s'est greffée plus récemment l'analyse des marges de liberté, des micro-résistances, de l'ambiguïté et de la complexité des relations. C'est l'adoption du concept de patriarcat par les philosophes féministes occidentales et les critiques de l'idéologie de la différence qui a permis de déconstruire les mécanismes matériels et les postulats de la domination masculine. Dans cette foulée, certaines écoles de pensée féministe ont adopté le genre comme catégorie d'analyse (Scott, 1986), d'autres ont remis en question le sexe comme catégorie naturelle, ou postulé le genre comme générant le sexe (Delphy, 2001). Ce débat sur l'existence d'une nature ou de valeurs proprement féminines se retrouve encore aujourd'hui dans les milieux de la recherche, de pratique, chez les décideurs et au sein des nouvelles postures queer et transgenre, apparues en Amérique du Nord (Sedgwick, 1990 ; Hausman, 1991). Cette conférence sera aussi l'occasion de débattre de la pertinence de différentes postures en regard des réalités haïtiennes et caribéennes, des malaises épistémiques et politiques qu'elles y provoquent.

Plus récemment, l'idée que des rapports sociaux multiples agissent simultanément a été reprise par les thèses de l'intersectionnalité qui ont connu une large diffusion grâce, entre autres, à leur inclusion dans la déclaration de Durban sur le racisme (Falquet et Kian, 2015). Elles dénoncent les effets pervers d'un usage acritique de la catégorie *femmes* ainsi que son caractère régulateur (Crenshaw, 1991). Et les approches décoloniales et postcoloniales abordent de front les violences épistémiques et matérielles des thèses féministes qui évacuent les combats et analyses endogènes au Sud et soutiennent par le fait même les États dans leurs efforts néocoloniaux (Bacchetta, 2015).

Partant de ces interrogations, cette Conférence propose d'analyser la manière dont ces courants d'idées traversent les recherches, la création et la société haïtienne, les politiques publiques et les pratiques d'intervention. En effet, si les rapports sociaux de sexes sont le plus souvent impensés et reposent sur des présupposés protégeant une hiérarchie sociale, les pistes de changement prennent habituellement racine dans une de ces écoles de pensée. Les femmes n'accèdent pas, certes, aux ressources sociales de la même façon, dans les mêmes conditions ni dans la même dimension de reconnaissance que les hommes (Fraser, 2011), mais l'expression de ces inégalités et les stratégies pour y mettre fin sont très variables. Nous interrogerons donc les faits sociaux, culturels, économiques et politiques, les pratiques d'intervention et les politiques publiques, tout en portant une attention particulière à la diversité des expériences et à l'intrication multifactorielle des rapports. Partant d'un

point de vue situé, cette Conférence souhaite en effet dépasser les querelles de nomination au profit du développement d'une pensée endogène basée sur les pratiques, expériences, idées et théories produites en Haïti et dans la Caraïbe ou utiles à celle-ci, tout en étant sensible aux logiques de colonialité qui peuvent les animer et à la nécessité de bien les saisir.

Ces propositions ne se veulent pas exhaustives. Cette Conférence abordera les rapports sociaux de sexes à partir de différentes échelles d'analyse et d'application et dans différentes aires géographiques. Sera bienvenue toute proposition de communication en études littéraires, géographie, histoire, philosophie, urbanisme, anthropologie, sciences politiques, économie, sciences de la santé, sciences du développement, travail social, communications, etc. Comment la situation des femmes et des rapports entre les femmes et les hommes se présente-t-elle en Haïti ? Quels parallèles peut-on dresser avec la Caraïbe ? Quelles représentations historiques et contemporaines, quelles modifications législatives ou quelles politiques publiques méritent l'analyse ? Quelles analyses empiriques nous permettent de mieux comprendre la situation ? Quelles théories sont le mieux adaptées à la réalité des rapports sociaux de sexes, de classes et de race en Haïti, respectueuses de son histoire et de sa culture ? Quels projets de recherche sur la question sont actuellement en cours ?

Plusieurs pistes sont proposées :

Temporalités, récits et littératures. L'histoire comme lieu de construction des rapports de pouvoir en général et des rapports sociaux de sexes en particulier; nouveaux récits et contre-récits historiques. La littérature comme lieu de lecture et de relecture, de fictionalisation de postures anciennes et nouvelles. Déconstruction des récits mythiques nationaux (poto mitan, madan sara ou fanm doubout) ainsi que des nouveaux mythes occidentaux sur les femmes haïtiennes. Historicité du mouvement féministe en Haïti et dans la Caraïbe. Récits haïtiens passés et contemporains.

Morphologie contemporaine des rapports sociaux de sexes en Haïti. Avancées en matière de droits des femmes, égalitarisme. Situation économique, insertion professionnelle, éducation et formation des femmes. Diaspora, déplacements internes et migrations des Haïtiennes (vers la Caraïbe, vers les Amériques, vers l'Europe). Débats sur les modifications législatives à venir: loi-cadre sur l'égalité, avortement, travail du sexe/prostitution etc. Violences sexuelles, domestiques et symboliques, santé sexuelle et reproductive, échanges économique-sexuels.

Ancrages théoriques et pratiques à conserver, créer ou renouveler. Pertinence des concepts classiques propres à la recherche féministe (patriarcat, rapports sociaux de sexe, classes de sexes, division sexuelle du travail). Apports de la pensée féministe haïtienne. Création et arts féminins et féministes en Haïti et dans la Caraïbe. Stratégies et pratiques d'intervention auprès des femmes émanant de dispositifs nationaux, internationaux ou associatifs : grammaire et pratiques coloniales, affirmations nationales et locales, innovations, hybridité. Stratégies d'empowerment, de défense des droits, de micro-crédit. Renouvellement de la pensée, des stratégies et des pratiques contemporaines à la lumière des apports de la 3<sup>e</sup> vague du féminisme (queer, LGBT, postcolonial), ainsi que des théories sur le racialisation et le classisme.

La scène politique à l'ère de l'égalité. Citoyenneté, participation et représentation politique des femmes. Réformes législatives et constitutionnelles (quotas, paternité/maternité responsables, agressions sexuelles et violence faite aux femmes, etc.). Mouvement féministe en Haïti et dans la Caraïbe. Apports et limites des pratiques associatives, gouvernementales, des organisations non gouvernementales internationales (ONGI), des organisations

internationales (OI). Glissements, résonances et dissonances entre conscience politique et conceptualisation des pratiques et expériences féminines et féministes. Régimes de genre, performance et subversion des hiérarchies établies. Débats publics contemporains (prostitution/travail du sexe, interruption de grossesse, etc.).

- Bacchetta, Paola, 2015. « Décoloniser le féminisme: intersectionnalité, assemblages, co-formations, co-productions », *Les cahiers du CEDREF*, no 20.
- Barriteau, Eudine, 2015, *Love and Power : Caribbean Discourses on Gender*, Bridgetown, University of the West Indies Press and Institute for Development Studies.
- Barriteau Eudine, 2001, *The Political Economy of Gender in the Twentieth-Century Caribbean*. Basingstoke, Palgrave.
- Bourdieu, Pierre, 1998. *La domination masculine*, Paris, Seuil.
- Butler, Judith, 2005. *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, Paris, Éditions La Découverte.
- Charles Carolle, 1995, « Feminist Action and Research in Haiti », *Caribbean Studies*, Vol. 28, No. 1, pp. 61-75
- Chancy, Myriam, 1997, *Framing silence: Revolutionary novels by Haitian women*. New Brunswick: Rutgers University Press.
- Crenshaw, Kimberle, 1991. « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », *Stanford Law Review*, vol 43, no. 6, pp.1241-1299.
- Delphy, Christine, 2001. « Penser le genre : problèmes et résistances » dans *L'ennemi principal : penser le genre, tome 2*, Paris, Syllepse, pp. 243-260.
- Falquet Jules et Azadeh Kian, 2015, « Intersectionnalité et colonialité », *Les cahiers du CEDREF*, no 20.
- Fraser Nancy, 2011, *Qu'est ce que la justice sociale ?*, Paris, La Découverte.
- Haïti, Ministère à la Condition féminine et aux droits des femmes, 2014, *Politique d'égalité femmes hommes 2014-2034*, Port-au-Prince, Presses nationales d'Haïti.
- HaPiti, Ministère de la Santé publique et de la population, 2011, *Femme, empowerment et participation communautaire en Haïti*, Port-au-Prince, Imprimerie Le Natal.
- Hausman, Bernice L., 2001, « Recent Transgender Theory », *Feminist Studies*, vol 27, no.1. pp. 465-490.
- Héritier, Françoise, 1996. *Masculin, féminin : la pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob.
- Joachim, Marie-Frantz, 2012, « Quand fleurissent les lilas : acquis et questionnements autour de 25 ans de lutte des femmes », *Alterpresse*, 27 décembre.
- Ligue féminine d'action sociale (LFAS), 1954, *Femmes haïtiennes*. Port-au-Prince, Imprimerie Deschamps.
- Löw, Martina, 2006, « The Social Construction of Space and Gender », *European Journal of Women Studies*, vol. 13, no. 2, pp. 119-133.
- Merlet, Myriam 2002, *La participation politique des femmes en Haïti. Quelques éléments d'analyse*. Port-au-Prince, Éditions Fanm Yo La.
- Magloire, Danièle, Daza de Mejía, Carme Cris, 2005, *En quête de vie. Une étude sur les femmes haïtiennes impliquées dans la migration en République Dominicaine*, Port-au-Prince, GARR & MUDHA.
- Manigat, Sabine 2001, « Les Femmes au cours de la période révolutionnaire (1790-1804). Le regard de quelques historiens », *Revue de la Société haïtienne d'histoire et de géographie*, no 210, pp. 13-18.
- Manigat, Mirlande, 2002, *Être femme en Haïti. Le regard des Constitutions, des Lois et de la société*, Port-au-Prince, Université Quisqueya.
- Neptune-Anglade, Mireille, 1986, *L'autre moitié du développement*, Port-au-Prince et Montréal, Édition des Alizées et ERCE.
- Reddock, Rhoda, 2004, *Interrogating Caribbean Masculinities: Theoretical and Empirical Analysis*, Kingston, University of the West Indies Press.

Scott, Joan W., « Gender: a Useful Category of Historical Analysis », *The American Historical Review*, vol. 91, no. 5, pp. 1053-1075.

Sedgwick, Eve K., 1990, *Epistemology of the Closet*, Berkeley, University of California Press.

Sylvain-Bouchereau, Madeleine, 1957 *Haïti et ses femmes, une étude d'évolution culturelle*, Port-au-Prince, Imprimerie Fardin.

Trouillot, Evelyne, 2001, « Si l'esclavage m'était conté » *Revue de la Société haïtienne d'histoire et de géographie*, no. 210, pp. 19-26.

Wittig Monique, 2007, *La pensée straight*, Paris, Éditions Amsterdam.

Young, Iris Marion, 2005, « Justice and the Politics of Difference », in Susan S. Fainstein, Lisa J. Servon (dirs.), *Gender And Planning*, New Brunswick, Rutgers University Press, pp. 86-103.

Les propositions de communication seront déposées à l'adresse du secrétariat de la Conférence (conferencegenrehaiti2016@gmail.com) au plus tard au 19 février 2016. Ils pourront être rédigés en français ou en créole. D'une longueur maximale de 250 mots, elles comprendront une brève description de l'objet (théorique et/ou empirique) ainsi que des méthodologies retenues. Ces propositions seront évaluées par le comité scientifique qui transmettra notification de l'acceptation le 4 mars 2016.

Cette conférence est rendue possible grâce à l'appui de l'Université Quisqueya (UniQ) en partenariat avec l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et son Observatoire sur le développement international et l'analyse différenciée selon les sexes (ORÉGAND), ainsi que de l'appui financier de l'Agence interuniversitaire de la Francophonie (AUF) Bureau Caraïbe. Des actes de colloque seront publiés suite à la Conférence. Les textes soumis feront l'objet d'une évaluation scientifique. Les modalités de soumission circuleront sous peu.